



Paris, le 2 juillet 2019

CONCERTATION SOCIALE FICTIVE : ÇA SERA SANS NOUS !

Monsieur le président du CT-Central,

Par la présente déclaration, les représentants du personnel élus au Comité Technique Central souhaitent dénoncer les conditions de préparation et de déroulement de l'instance qui n'offrent plus les conditions d'une concertation apaisée permettant d'assurer une organisation et un fonctionnement sereins et efficaces de l'établissement. Les organisations syndicales ne sont consultées qu'à minima lors **de réunions de concertation alibi** où la documentation est souvent insuffisante, jamais assortie d'aucune analyse permettant de fonder les termes d'un débat constructif.

In fine, les décisions sont prises par une direction qui ne montre aucune volonté de tenir compte des échanges et des réflexions apportées par les représentants des personnels pour améliorer les organisations et les fonctionnements. À cette **concertation fictive**, nous refusons de participer et avons cessé depuis plusieurs semaines maintenant, de participer aux réunions préparatoires qui ne sont que très rarement sources d'une amélioration des dispositifs proposés.

Sur l'emploi et le recrutement, sur le renouvellement des effectifs et des compétences et la cruciale question de la transition générationnelle, nous avons maintes fois fait part de nos inquiétudes, toujours en vain. Il nous aura fallu lire la presse spécialisée pour que soient confirmées nos craintes sur la doctrine en matière d'emploi : le départ imminent de centaines d'agents à la retraite est vécu comme un ballon d'oxygène budgétaire.

Tous les ans maintenant, les opérationnels de l'établissement partent (à la retraite, pour licenciements ou démissions...) sans que soient opérés des recrutements à la hauteur des enjeux scientifiques et humains des 15 prochaines années. La gestion des CDD, auxquels on interdit de s'inscrire dans un projet d'avenir à moyen terme à l'Inrap, montre bien que l'on ne prépare en aucune manière le départ à la retraite à l'horizon 2032 de près de la moitié des effectifs.

C'est aujourd'hui, face à l'enjeu de la transition générationnelle qu'il faudrait développer à l'Inrap une **politique de formation ambitieuse**. En lieu et place, le programme de formation est surtout un alibi pour lequel il n'existe aucune politique incitative mais en revanche une vraie stratégie de sous-consommation permettant d'économiser sur le budget prévisionnel annuel. Que devient l'enjeu majeur de la formation dans un des plus importants établissements du Ministère, par ailleurs doté du plus petit service de formation de tout le Ministère de la Culture ?

Vous comprendrez que dans ces conditions, le dialogue et la concertation sont compromis. Face à l'incapacité d'une direction et d'une présidence à envisager l'avenir de l'établissement autrement que par la liquidation de son héritage, **face au dialogue de sourds proposé comme seule trajectoire**, et en attendant qu'une concertation digne de ce nom soit enfin mise en œuvre dans cet établissement, **nous quittons le CT-C de ce jour, mardi 2 juillet 2019.**